



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

11/12/2019

## ***Rapport au Bureau National du 11 décembre 2019.***

Chers camarades,

Ce Bureau National se tient dans une période de luttes sociales importantes, reflet du mécontentement grandissant que nous avons constaté depuis longtemps.

**Les 5 et 10 décembre** sont le reflet de ce mécontentement qui porte des revendications multiples comme l'amélioration du système solidaire de la retraite, les salaires et pensions, l'emploi, des moyens supplémentaires pour les services publics, la santé, éducation, les hôpitaux etc....

En clair, c'est un condensé, même si la question de la retraite est centrale dans cette mobilisation, de revendications qui concernent des millions de travailleurs en opposition à la politique actuelle du pouvoir aux ordres du patronat.

250 000 personnes dans les rues de Paris le 5 décembre, 1,5 millions dans les 250 manifestations en France, plus de 60 % des agents RATP et SNCF ont fait grève ce jour-là et ont reconduit le mouvement. A EDF 44 % des salariés ont fait grève dont 85 % dans la conduite nucléaire, 100 % dans le thermique. 70 % des enseignants, 45 % des agents de la fonction publique ont fait grève. 7 raffineries sur huit ont été bloquées ce jour-là. 2000 arrêts de travail ont été lancés dans l'industrie, de nombreuses entreprises ont débrayé et participé aux manifestations, comme dans l'agroalimentaire, la chimie, la métallurgie, ou les travailleurs de ces secteurs ont débrayé et participé aux manifestations. Idem pour les personnels de santé, en lutte depuis des mois, les éboueurs, les pompiers... à Air France, 30% du trafic a été supprimé.

Hier 10 décembre, les manifestations qui se sont tenues dans 200 villes de France ont rassemblé un peu moins d'un million de personnes, déterminés à poursuivre la lutte dans de nombreux secteurs. Les internes des hôpitaux ont appelé à une grève illimitée, 580 services d'urgence sont toujours dans la lutte.

**Le mouvement social se construit, s'élargit et rassemble des professions de plus en plus nombreuses.** La convergence de toutes les luttes, leur développement, leur ancrage à l'entreprise est et sera déterminante

À la suite de ces deux journées, la CGT appelle à de nouvelles initiatives d'action interprofessionnelle les 12 et 17 décembre.

Au-delà de la retraite, c'est le rejet d'une politique qui s'exprime.

Malgré les annonces de Buzin et Philippe pour désamorcer la lutte des personnels de santé le mouvement s'élargit.

Malgré les annonces de Blanquer concernant le salaire des enseignants, la grève a été très suivie dans l'éducation où elle atteint un niveau rarement constaté.

Toutes les réformes capitalistes en cours ou à venir traduisent clairement une transformation profonde de la société, l'objectif étant de donner tous les leviers économiques, sociaux et politiques au capital pour son profit.

Cela amène plusieurs constatations qui, lorsque l'on connaît le mécanisme capitaliste, sont logiques car le but poursuivi c'est l'augmentation constante du profit toujours plus vite.

Pour cela le capital a besoin de détruire tous les droits collectifs pour rendre l'individu responsable de sa propre situation. Tout ce qui est collectif doit disparaître parce que les acquis sociaux, obtenus par de puissantes luttes et financés par le travail représentent une part non négligeable des richesses créées que le patronat veut s'accaparer, qu'il s'agisse des retraites ou de toute la protection sociale comme la santé où la casse des hôpitaux et des services visent à favoriser la santé privée où le malade se soignera selon ses moyens et non plus selon ses besoins.

Les « *économies* » dans les dépenses de santé vont dans ce sens.

Les cliniques privées, les hôpitaux privés de plus en plus nombreux ont cette différence fondamentale avec la santé publique : leur but est de faire du profit sur des patients en capacité de payer leurs soins. Ceux qui ne peuvent pas payer, ne se soignent pas, c'est le cas des plus pauvres de plus en plus nombreux.

La retraite et la réforme capitaliste que le Medef et le pouvoir veulent mettre en place poursuivent le même but : casser le repère collectif de la retraite et mettre en place un système individuel où chaque salarié devra collecter ses propres points, avec une valeur aléatoire selon la conjoncture économique, tout au long de sa carrière, ce qui va mécaniquement aboutir à une baisse des pensions. On mesure la différence avec le système collectif actuel construit sur la solidarité inter-génération, financée par des cotisations prélevées sur le travail, les pensions de retraite sont définies et garanties à l'avance selon des trimestres cotisés. Pour vendre la retraite par points, une campagne de désinformation est en cours, consistant à faire croire que dans le privé la retraite par point existe déjà et qu'elle satisfait tout le monde. Or, la retraite par point ne concerne que les retraites complémentaires ce qui confirme d'ailleurs que ce système est néfaste, il suffit d'examiner son mécanisme. Les travailleurs du privé sont tous affiliés au régime général de la Sécurité Sociale mais... silence.

Tout ce que le gouvernement développe sur l'allongement de la durée de vie, les 42 régimes différents de retraite, le régime appelé « universel » de retraite n'est qu'enfumage pour éviter de parler du vrai problème : le système solidaire actuel doit être détruit pour laisser la place un système individuel amenant à la baisse des pensions, un nouveau recul de l'âge d'accession à la retraite. Système qui fait la place belle aux assurances privées et aux banques qui se réjouissent de la réforme Macron, faite pour elles. Le flux constant de publicités multiples diffusées par les médias sur la question des retraites par capitalisation est éclairant à ce sujet.

### **Le capital ne veut plus financer ce qui lui a été arraché : les acquis sociaux.**

On peut ainsi multiplier les démonstrations sur toutes les réformes capitalistes, l'assurance-chômage qui vient d'être modifiée avec l'aval de la CFDT (comme sur toutes les réformes) exclu 750 000 privés d'emploi de toute indemnisation et diminue celle de 650 000 autres. Le chômeur est rendu coupable de sa propre situation alors qu'il n'y est pour rien, la responsabilité des patrons est évacuée.

**Que dire des salaires ?** Aujourd'hui le repère collectif que représente le SMIC est bloqué depuis des années, comme le sont les pensions de retraite et les salaires dans la fonction publique. Ce sera de nouveau le cas pour 2020 puisque le ministre Lemaire a annoncé la couleur : pas d'augmentation au 1<sup>er</sup> janvier. Rappelons pour comparer, que le SMIC est à 1171 € nets par mois et que le seuil de pauvreté est à 1041 €, on a déjà souligné l'augmentation de la pauvreté en France, les mesures prises sur les salaires vont encore l'accentuer. Pas étonnant non plus le développement des travailleurs pauvres car cette politique des salaires et la précarité ne peuvent que développer ce phénomène.

Par contre, le travailleur est de plus en plus payé « selon son mérite », entendez par là, selon sa capacité à faire allégeance à son patron qu'il soit du privé ou du public.

Ce salaire au mérite, souvent versé sous forme de primes aléatoires, est toujours exonéré de cotisations sociales, ce qui n'est pas le cas du salaire mensuel dont une part va au financement de la protection sociale, on comprend mieux pourquoi patronat et gouvernement ne veulent pas augmenter les salaires, car ils ont un lien existentiel avec les diverses protections sociales dont ils veulent se débarrasser pour en faire du profit.

On peut prendre tous les secteurs et faire la même démonstration, l'éducation nationale de plus en plus dirigée vers l'entreprise, la formation professionnelle, l'apprentissage totalement sous la maîtrise des patrons.

**L'université, l'enseignement supérieur** soumis à une sélection sans cesse plus dure, on voit ce qu'il advient de la vie des étudiants qui se résume à : précarité partout. La sélection par l'argent est à l'œuvre

comme partout ailleurs. Précarité dans les études quand 50 % des étudiants sont contraints de travailler, précarité dans le travail car les patrons possèdent une main-d'œuvre jeune, malléable, obligée de travailler pour financer les études, ce qui rend l'exploitation plus simple.

Précarité pour se loger, la baisse des APL, la hausse des loyers, s'ajoutent aux difficultés. Toutes les études montrent qu'une part de plus en plus importante de ces étudiants renoncent aux soins médicaux les plus élémentaires, se nourrissent mal et peu, cela concerne les enfants des familles les plus modestes.

En France on étudie de plus en plus selon ses moyens, la philosophie capitaliste est la même que dans tous les secteurs.

L'initiative de notre parti en direction de la jeunesse du 7 décembre dernier à Paris a permis d'ouvrir le débat avec cette jeunesse en recherche de perspective, d'issue à leur situation actuelle. Nous devons poursuivre ce débat, l'inscrire dans notre activité quotidienne dévolue à un parti révolutionnaire comme le nôtre.

La musique capitaliste ce joue dans tous les secteurs, c'est toute cette politique qui est rejetée et qui provoque un profond mécontentement qui commence à s'exprimer un peu plus fort dans les luttes.

Ce qu'il manque pour parvenir à une condamnation de masse de ce système, ce sont les explications, le débat politique, la démonstration que le capitalisme est seul et unique responsable de la situation. Cela paraît simple pour nous militants du seul parti révolutionnaire national, c'est plus compliqué lorsque la bataille idéologique menée par le capital qui dispose de tous les outils de propagande, consistant à faire diversion sont à l'œuvre.

La bataille concernant la retraite de ce point de vue est un modèle du genre. Tout est mis en œuvre, ministres, députés envoyés sur le terrain, tous les médias, les experts et spécialistes en tout genre qui viennent expliquer le bien-fondé de la réforme capitaliste que le peuple n'aurait pas compris. Ils sont tous à dire « *qu'on ne peut pas contester une réforme dont on ne connaît pas le projet* » pour éviter le fond politique qui consiste à supprimer un système solidaire inter-générationnel financé par le travail avec la garantie d'une pension définie, remplacé par un système individuel unique et aléatoire avec baisse des pensions calculées sur l'ensemble de la carrière et allongement de la durée du travail. Autrement dit travailler plus pour vivre moins bien sa retraite.

On atteint des sommets dans la bataille idéologique tant elle est intense, tout est fait pour discréditer ceux qui luttent, désinformer constamment, mentir sur les objectifs, cela se comprend car l'enjeu est important.

Pour le capital, des profits considérables sont en jeu, pour les travailleurs un acquis solidaire obtenu par les luttes qui marque la société tout entière, menacé de disparition.

Notre engagement dans cette bataille idéologique doit être total et sans ambiguïté. Nous soutenons de toutes nos forces les luttes actuelles, nous sommes présents, auprès des travailleurs en lutte, distribuant des milliers de tracts devant les entreprises, dans les quartiers, devant les établissements de l'éducation, dans les manifs. L'accueil qui nous est réservé est encourageant, de nouveaux contacts sont pris, des adhésions réalisées, beaucoup de débats ont lieu, les luttes sont des moments privilégiés pour échanger, développer notre perspective politique.

Il n'y a que nous à avoir cette démarche, nous avons tous constaté que nous sommes les seuls à distribuer des tracts dans cette période. Les autres partis ne distribuent que des tracts électoraux dans les boîtes aux lettres. Ils n'ont rien à dire sur la casse des acquis sociaux puisqu'ils y ont tous participé, ils ont tous participé aux gouvernements successifs qui ont tour à tour engagé des « *réformes* » visant à casser, comme le demandent les patrons, la retraite, l'ensemble de la protection sociale, les salaires, les services publics.

**C'est quand même bien Mitterrand**, son gouvernement d' « *union de la gauche* », son ministre Mauroy qui ont instauré le premier plan d'austérité en France, avec blocage des salaires, suppression de l'échelle mobile des salaires, casse de l'industrie notamment dans la métallurgie, la sidérurgie, tout cela en 1983.

Tout s'est enchaîné par la suite quel que soit le gouvernement en place. Il est bon de rappeler, de situer les responsabilités de tout ceux qui aujourd'hui, par opportunisme politique voudraient se « *refaire une santé* » comme on dit. N'oublions pas de le faire car ils veulent faire croire qu'ils sont contre la réforme capitaliste alors qu'ils l'ont construite chacun leur tour. La retraite par points revendiquée par Berger de date pas d'hier, elle n'a jamais été condamnée par le Parti Socialiste dont il est issu.

**Qu'a fait le Parti Communiste Français** lorsque la CSG a été instaurée par le même Parti Socialiste à l'époque du même gouvernement d' « union de la gauche » ? Certes, il a protesté mais n'a pas renoncé à cette union qu'il tente de reconstruire aujourd'hui. Ils ont tous un fil à la patte et ils le savent. C'est toute cette politique qui est rejetée aujourd'hui, on peut d'ailleurs constater leur discrétion dans cette bataille idéologique en cours car ils savent leur responsabilité historique, ce qui pourrait leur poser problème au moment où ils constituent de nouvelles équipes électorales dont on sait à l'avance quelles seront au service du capital comme elles l'ont toujours été.

Rappelons également les premières exonérations de cotisations sociales, véritable cadeau aux patrons et premiers coups de pioche contre l'édifice Sécurité Sociale, instaurées par Martine Aubry, ministre du travail socialiste.

Depuis, les exonérations se sont multipliées, elles atteignent aujourd'hui 140 milliards par an. Elles ne servent qu'à gonfler les profits sans aucune conséquence sur l'emploi et détruisent les acquis sociaux.

Olivier Fort, secrétaire national du PS, vient de confirmer ce matin qu'il est favorable à une retraite par points, ils sont tous d'accord pour poursuivre la politique de casse, le PS, le Parti Communiste Français se réunissent d'ailleurs aujourd'hui (avec d'autres) pour définir, construire un nouveau « programme commun » électoral, on s'attend à tout, mais surtout pas à une perspective révolutionnaire... Ils veulent se donner une image de « gauche » alors qu'ils participent à l'aménagement de la politique du capital, c'est un piège tendu, une impasse pour le peuple français.

C'est toute l'importance de notre présence. Même si notre perspective leur semble difficile à atteindre, les travailleurs ne la rejettent pas, les débats que nous avons avec eux le prouvent.

**Ce rejet de la politique capitaliste se mondialise** car les effets sont les mêmes sur les peuples du monde.

Nous avons écrit à plusieurs reprises sur le sujet (voir le site), nous constatons que les luttes prennent de l'ampleur, s'enracinent. Mais les peuples sont confrontés comme en France à l'affaiblissement du mouvement révolutionnaire, notamment depuis la disparition de l'URSS.

En Algérie, le peuple rejette avec juste raison, tous ceux qui de près ou de loin sont considérés comme des suppôts du pouvoir, mais la perspective politique pour un véritable changement a du mal à se construire, les revendications du peuple algérien sont liées à la situation sociale, conséquence d'un pouvoir algérien à la botte des multinationales et profondément corrompu.

Le Parti Communiste Algérien, exclu rapidement de la vie politique après la libération du pays en 62, tente de se reconstruire, mais il faudra du temps comme dans tous les autres pays pour redonner au peuple les forces révolutionnaires nécessaires pour abattre le capital.

Ce qui caractérise la lutte actuelle des peuples c'est la détermination, ce ne sont pas des coups de colère mais des luttes qui durent, malgré la violente répression des forces capitalistes partout.

**Le capital est en difficulté pour développer le profit en France et dans le monde**, difficulté liée à la recherche de profits, il utilise la répression et la violence partout. Il installe des gouvernements autoritaires partout sur tous les continents pour empêcher les travailleurs de revendiquer une autre vie.

Le capital utilise comme toujours la répression pour imposer sa politique. Nous ne savons pas quel sens peuvent prendre les luttes actuelles compte tenu des rapports de forces politiques en présence, mais ce que nous constatons c'est que le capitalisme continue à s'organiser, se structurer en réaction à ces mouvements.

Au niveau des états, les budgets d'armement et de défense, de police et de justice sont tous en augmentation.

Au niveau international le bras armé de l'impérialisme mondial que représente l'OTAN voit son budget renforcé par les états membres, sous la domination des USA.

Les nouveaux « *ennemis* » désignés après la disparition de l'URSS, sont la Chine et la Russie, considérés comme dangereux dans la concurrence capitaliste internationale.

Le capital active ses armes partout parce qu'il a besoin de développer plus et plus vite son profit, c'est sa nature.

Les peuples ne se laissent pas faire, la lutte des classes est internationale disons-nous souvent, la situation mondiale démontre bien que les intérêts du capital sont inconciliables avec ceux des peuples.

Il faut continuer sans cesse à le démontrer pour ouvrir la seule perspective politique crédible: abattre le capital par la lutte consciente du peuple, afin de donner le pouvoir au peuple.

Cela passe par la construction, le renforcement de partis politiques révolutionnaires dans chaque pays. Commençons par le nôtre, n'attendons pas parce que le temps presse.

**Notre renforcement est essentiel** pour mener la bataille politique dont nous constatons chaque jour l'intensité. Des progrès sont réalisés, il faut encourager, convaincre nos sympathisants et toutes celles et ceux qui s'intéressent à notre parti à venir nous rejoindre, à engager à leur tour le débat autour d'eux pour renforcer la voie révolutionnaire.

La période est favorable au débat politique, nous allons remettre les cartes d'adhésion 2020. Proposons-la largement, activons tous nos contacts pour élargir au maximum les débats politiques nécessaires.

Dans cette bataille politique qui prend corps nous pouvons franchir une étape notable dans l'objectif de notre renforcement.

Place au débat